/FE.-
REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 84-182 du 25 Avril 1984

portant création d'un comité ad hoc
pour l'étude du dossier N.N.C.A.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les Lois Constitutionnelles qui l'ont modifiée ;
- VU le décret N° 82-441 du 30 Décembre 1982 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent ;

DECRETE :

Article 1er.- Il est créé un comité ad hoc pour l'étude du dossier C.N.C.A.

Article 2.- Le comité est composé comme suit :

Président : Le Ministre de l'Inspection des Entreprises Publiques et Semi-Publiques

Vice-Président : Le Ministre des Finances ou son représentant

Membres : - Le Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Analyse Economique ou son représentant ;

- Le Ministre du Développement Rural et de l'Action Coopérative ou son représentant ;

- Le Ministre des Fermes d'Etat, de l'Elevage et de la Pêche ou son représentant ;

- Le Président du Comité d'Etat d'Administration de la Province de l'Atlantique ou son représentant ;

- Le Président du Comité d'Etat d'Administration de la Province de l'Ouémé ou son représentant

- Le Conseiller Technique à l'Economie du Président de la République ;
- Le Conseiller Technique au Développement Rural du Président de la République ;
- Le Conseiller Technique aux Affaires Administratives du Président de la République ;
- Le Conseiller Technique à l'Equipement du Président de la République ;
- Le Conseiller Technique Juridique du Président de la République ;
- Le Directeur Général de la Caisse Nationale de Crédit Agricole et son Adjoint ;
- Le Directeur Général de la Banque Béninoise pour le Développement et son Adjoint ;
- Le Directeur Général de la Banque Commerciale du Bénin et son Adjoint ;

Article 3.- Le comité a pour mission :

- d'exploiter le dossier ci-joint,
- d'entendre le Ministre des Finances et le Directeur Général de la C.N.C.A.
- de situer les responsabilités à tous les niveaux,
- et de faire des propositions concrètes pour débloquer la situation au niveau du Ministère des Finances

Article 4.- Le rapport des travaux du comité ad hoc devra être déposé au Chef de l'Etat le 30 Avril 1984, délai de rigueur.

.../...

Article 5.- Le présent décret sera publié et communiqué partout où besoin sera.-

Fait à COTONOU, le 25 Avril 1984

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du
Conseil Exécutif National,

Mathieu KEREKOU.-

Ampliations : PR 4, SEG 4 Président et Membres du comité 15.-